

SANTÉ

SANTÉ PUBLIQUE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ

Décision du 8 juin 2018 portant renouvellement d'agrément de la société Carestream Health France pour la prestation d'hébergement de données de santé à caractère personnel gérées *via* la solution de traitement et de partage de données d'imagerie médicale « VCS » (Vue for Cloud-Based Services)

NOR : SSAZ1830330S

La ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-9 à R. 1111-15-1;

Vu l'avis du comité d'agrément des hébergeurs de données de santé à caractère personnel en date du 24 novembre 2009;

Vu la décision de la ministre chargée de la santé du 12 février 2010;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 13 juin 2013;

Vu l'avis du comité d'agrément des hébergeurs de données de santé à caractère personnel en date du 17 janvier 2014;

Vu la décision de la ministre chargée de la santé du 6 février 2014;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 5 avril 2018;

Vu l'avis du comité d'agrément des hébergeurs de données de santé à caractère personnel en date du 28 mai 2018,

Décide:

Article 1^{er}

L'agrément en qualité d'hébergeur de données de santé à caractère personnel de la société Carestream Health France pour la prestation d'hébergement de données de santé à caractère personnel gérées *via* la solution de traitement et de partage de données d'imagerie médicale « VCS » (Vue for Cloud-Based Services) est renouvelé pour une durée de trois ans.

Article 2

La société Carestream Health France s'engage à informer sans délai la ministre chargée de la santé de tout changement affectant les informations communiquées et de toute interruption, temporaire ou définitive, de son activité d'hébergement.

Article 3

Le délégué à la stratégie des systèmes d'information de santé est chargé de l'exécution de cette décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* santé, protection sociale, solidarité.

Fait le 8 juin 2018.

Pour la ministre et par délégation :
Le délégué par intérim,
PHILIPPE CIRRE